

## Rémunérations : les Organisations Syndicales représentatives de la fonction publique claquent la porte.

SANTÉ

ACTUS MILITANTES



Une réunion de travail devait marquer l'ouverture du chantier sur les rémunérations et les carrières dans la fonction publique. Aucune proposition n'a été faite par le gouvernement. Les syndicats ont décidé de quitter la séance.

Face à un ministre de l'Action et des comptes publics, David Amiel, **qui annonce engager des réflexions pour la carrière et la rémunération des agents publics** pour les prochaines années, **tout en n'annonçant aucune mesure immédiate pour tenir compte de la situation actuelle**, l'ensemble des organisations syndicales a exprimé son mécontentement et a rappelé la nécessité de :

- mesures urgentes et immédiates pour compenser les pertes de pouvoir d'achat liées à l'inflation et à l'explosion des coûts de l'énergie;
- augmentation de la valeur du point d'indice et son indexation sur l'inflation?;
- ouvrir de véritables négociations sur les carrières et les rémunérations, incluant des négociations salariales permettant des premières avancées dès le PLF 2027.

**Elles appellent solennellement le Ministre, à entendre leurs revendications et les attentes des agents publics.**

## **La position de l'UNSA Fonction Publique exprimée devant le ministre.**

● L'urgence salariale est une priorité pour tous les agents publics avec une inflation qui repart à la hausse (+0,9% en février, +1,7% en mars), avec des prix du carburant qui flambent. L'UNSA Fonction Publique attend toujours la réponse à son courrier ainsi que l'annonce de mesures concrètes et immédiates.

● L'UNSA Fonction Publique demande l'ouverture de négociation sur les rémunérations, sur les grilles indiciaires (A,B et C) et sur la politique indemnitaire pour les trois versants.

Elle a rappelé, une nouvelle fois, son exigence d'une négociation salariale pour 2026 avec des mesures prises avant la fin de l'année. Elle estime qu'une amélioration des grilles et des carrières doit être décidée avant les élections présidentielles.

● L'UNSA Fonction Publique rappelle qu'une négociation est engagée sur l'égalité professionnelle femme / homme. Celle-ci doit comporter un volet salarial permettant l'amélioration des rémunérations des filières les plus féminisées.

Le décrochage de la valeur du point d'indice par rapport à l'inflation depuis 2022 est important : 10% ! L'indexation de la valeur de point d'indice sur l'inflation est une piste à travailler.

● Pour l'UNSA Fonction Publique, il s'agit évidemment de choix budgétaires et politiques. Les 5,7 millions d'agents publics attendent du gouvernement des mesures concrètes et perceptibles.

Article publié sur le site [UNSA](#) [FP](#)

